



04 - ALPES DE HAUTE PROVENCE

Déclaration liminaire de L'UNSA ÉDUCATION AU CDEN du 20 février 2023

Monsieur le Préfet,
Monsieur le Directeur Académique,
Madame La vice-présidente du conseil départemental,
Mesdames et Messieurs les membres du Comité Départemental de l'Éducation Nationale,

Encore une fois, la prochaine rentrée scolaire ne se fera pas dans les conditions des plus favorables.

Pourquoi ? Tout d'abord, parce que depuis le début de l'année scolaire nous en sommes à notre troisième ministre de l'Éducation Nationale. Force est de constater que la stabilité et la sérénité ne sont pas de mise, encore une fois.

Mais qu'importe le style et les effets d'annonce, c'est toujours un même projet pour l'École que les ministres doivent mettre en œuvre. Les principales mesures budgétaires sont actées nationalement et c'est localement qu'elles vont encore dégrader les conditions d'enseignement dans tous les territoires.

Ensuite, parce que le ministère a choisi de supprimer 560 postes à la rentrée 2024 alors que les besoins en personnels sont criants. Résultat : aucun poste pour notre académie d'Aix-Marseille et ses 4 départements.

Alors oui, la population scolaire est en baisse. C'est une réalité, mais nous sommes toujours prisonniers d'une logique comptable basée sur l'évolution démographique au lieu de mettre la réussite de tous nos élèves au centre de l'équation. Et faire toujours plus avec moins, traiter des dossiers qui sont tous devenus prioritaires, voilà la véritable équation qui est devenue intenable.

Et cette situation ne crée pas l'École de la confiance mais une École de la rancœur, de l'inquiétude, du pessimisme et qui n'améliorera pas le réel problème du recrutement et de l'attractivité de tous les métiers de l'Éducation.

Nos collègues aiment leur métier, mais ils ne supportent plus les injonctions ministérielles à tout va, la lourdeur administrative, l'amoncellement des plateformes, des sigles, des enquêtes qui ralentissent l'action, la vraie, et font perdre le sens de nos missions. Où est l'empathie ? La confiance ? La bienveillance ? Au lieu de cela on leur impose un « choc » des savoirs, terme choisi par des communicants pour des politiques qui ne connaissent plus la réalité du terrain.

*l'éducation,
notre terrain d'action*

Enfin, la prochaine rentrée scolaire ne se fera pas dans les conditions des plus favorables car des choix sont à faire pour rester à l'équilibre précaire d'une balance comptable qui oblige à choisir entre la ruralité, l'inclusion, le remplacement, l'éducation prioritaire ou encore le bien-être des élèves et leurs conditions d'apprentissage.

Nous savons que la DSDEN propose avec les moyens qu'on lui donne et que les services œuvrent à la réussite des élèves. Cependant année après année la variable d'ajustement reste toujours la même : le vivier des remplaçants, avec tous les effets collatéraux que cela entraîne : classes sans enseignants, ordres-contrordre qui déshumanisent ces remplaçants pourtant si essentiels, impact sur la formation, etc.

Les décharges de direction font également partie de la balance comptable. Effet, en passant de 4 à 3 classes, on récupère un quart de poste, alors que la quantité de travail pour le directeur.rice reste la même. Nous demandons donc, comme nous l'avons fait au CSA-D, un moratoire sur les temps de décharge des directions d'écoles qui pourraient être impactées par des fermetures de classe. Nous demandons de laisser une décharge à 25% une année supplémentaire à ces directions, afin de leur laisser le temps de réorganiser le travail.

Mais aujourd'hui, il est bien plus question de l'École que nous voulons que de celle que nous propose le ministère. L'UNSA Éducation ne veut pas d'une école à deux vitesses, mais bien de l'égalité des chances pour toutes et tous.

L'UNSA Éducation souhaite que l'État investisse également sans mettre en concurrence les écoles et les établissements à travers la voix officielle de financement de projets qu'est le Conseil National de la Refondation. Parce que c'est un fait, toutes les écoles ont un projet pour la réussite de leurs élèves.

L'UNSA Éducation souhaite que l'État rémunère tous ses personnels sans condition en reconnaissant leur engagement pour leur métier, pour leurs élèves, pour leurs projets, et non au travers d'un « pacte ».

L'UNSA Éducation souhaite que l'État fasse de l'éducation sa priorité pour développer les moyens de former les citoyens de demain à vivre ensemble dans une société respectueuse des uns, des unes et des autres et de rendre concrète la devise républicaine. Car, mesdames et messieurs les membres du CDEN, nous l'affirmons : nous travaillons et nous avons mis nos enfants dans une école privée ! Une école privée de moyens, privée d'enseignants, d'AESH, de CPE, D'AED, de Psy EN, d'infirmières, d'assistantes sociales, de médecins scolaires ... et cette école c'est l'École publique laïque et républicaine.

Merci de votre attention.

Intervention des élus pour l'UNSA Éducation



*l'éducation,
notre terrain d'action*